Introduction au numéro : Quel modèle de développement ?

Introduction to the Issue: What Model of Development?

Danièle Bordeleau, David Rolland et Diane-Gabrielle Tremblay

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/interventionseconomiques/1009>

DOI : [10.4000/interventionseconomiques.1009](https://doi.org/10.4000/interventionseconomiques.1009)

ISBN : 1710-7377

ISSN : 1710-7377

Éditeur

Association d'Économie Politique

Référence électronique

Danièle Bordeleau, David Rolland et Diane-Gabrielle Tremblay, « Introduction au numéro : Quel modèle de développement ? », *Revue Interventions économiques* [En ligne], 29 | 2002, mis en ligne le 01 octobre 2002, consulté le 10 décembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/interventionseconomiques/1009> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/interventionseconomiques.1009>

Ce document a été généré automatiquement le 10 décembre 2020.

Les contenus de la revue *Interventions économiques* sont mis à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution 4.0 International.

Introduction au numéro : Quel modèle de développement ?

Introduction to the Issue: What Model of Development?

Danièle Bordeleau, David Rolland et Diane-Gabrielle Tremblay

- 1 La thématique de ce deuxième numéro électronique de la Revue *Interventions Économiques* qui porte sur le modèle québécois de développement, nous interroge, plus largement, sur le modèle ou les politiques qui conviennent au XXI^e siècle, "**Y a-t-il un modèle québécois ? Défis et perspectives**", telle était la question que posaient les organisateurs du colloque de l'année 2000 de l'Association d'Économie Politique. Les articles et documents audiovisuels composant ce numéro sont issus de cette rencontre. La réactualisation du débat fait suite à une remise en question, pour certains, de ce qu'il est convenu d'appeler le « modèle québécois ». Certains le trouvent inefficace pour répondre aux nouveaux défis que posent entre autres, la mondialisation, les nouvelles technologies de l'information et l'ouverture des frontières. D'autres le défendent, affirmant que celui-ci est toujours pertinent dans le contexte actuel, adoptant une position à l'opposé des précédents, invoquant qu'il s'agissait d'un faux débat car pour eux, l'existence d'un tel modèle est un écran de fumée.
- 2 La parution de ce deuxième numéro coïncide aussi avec la venue dans l'arène politique québécoise d'un nouveau joueur qui semble vouloir s'orienter vers une perspective fortement teintée de néo-libéralisme et remettant ainsi en question plusieurs dimensions de ce « modèle ». S'il y a un modèle, est-il spécifiquement québécois ou est-il un modèle parmi d'autres ? S'inspire-t-il d'un modèle étranger, comme la social-démocratie suédoise, comme certains le soutiennent ? S'il est spécifiquement québécois, qu'est-ce qui le caractérise ? Son renouvellement passe-t-il par un statu quo ou un virage néo-libéral ? N'y aurait-il pas d'autres voies que ces deux dernières ? Ce numéro essaie d'apporter des éléments de réponse à ces questions.
- 3 La société québécoise a réussi pendant toutes ces années à conserver son identité linguistique et culturelle en créant des mécanismes institutionnels pour se développer en tant que collectivité. La « révolution tranquille » débutant avec les années 1960, constitue pour tous les auteurs de ce dossier, le point de départ d'une façon de faire

typiquement québécoise. C'est à partir de ce moment, pour reprendre les propos de Jacques Parizeau¹, qu'il a été décidé de faire usage de l'État québécois, le seul instrument de développement que possédaient alors les Québécois pour se donner des outils de décision et des stratégies d'action. Pendant les quarante années qui vont suivre, le Québec se modernise et se "rattrape" du point de vue économique et social en mettant en place divers leviers économiques et politiques sociales.

- 4 Du Québec Inc. au Québec.Com ou des hautes technologies, la question la plus pertinente aujourd'hui est celle de savoir quel projet de société se donnera la collectivité québécoise pour guider son développement futur. Entre l'économie publique, l'économie marchande et l'économie sociale, une économie plurielle serait-elle envisageable pour une plus grande démocratie participative ? Une démocratie au sein de laquelle les acteurs sociaux porteurs d'intérêts collectifs pourraient dégager un intérêt général légitimisé par un État de droit.
- 5 Le dossier sur le modèle québécois comporte quatre articles et trois documents audiovisuels. Le premier article, celui de Benoît Lévesque qui est de nature théorique, resitue la question du modèle de développement québécois dans le cadre des recherches du Centre de recherche sur les innovations sociales (CRISES). Dans ce cadre, Benoît Lévesque émet l'hypothèse de l'existence d'un nouveau modèle québécois en émergence, un modèle que l'on pourrait qualifier de partenarial et qui serait différent aussi bien du modèle keynésien ou fordiste de la révolution tranquille que de celui mis de l'avant par le néolibéralisme.
- 6 Qu'est-ce qu'un modèle de développement ? Pour Benoît Lévesque, la définition d'un modèle ne doit pas être comprise comme un cadre fixe, immobile, mais dans le sens d'une configuration réunissant divers éléments dont la cohérence résulte d'une « construction théorique » a posteriori conformément, à la méthode du type idéal (Weber, 1965). Cinq éléments permettent de caractériser les modèles de développement :
  - les acteurs sociaux (force, vision et stratégie), leurs alliances pour former un bloc social et le paradigme sociétal qui leur donne sens ;
  - le mode de régulation et les formes de gouvernance, entre autres la place respective du marché, de l'État et de la société civile ;
  - le système de production (les formes de l'organisation du travail, les rapports entre les entreprises, les politiques industrielles et économiques) ;
  - le système des services publics, la redistribution et l'organisation des services, et finalement,
  - les politiques d'insertion dans l'économie mondiale.
- 7 La mise en perspective des recherches du Crises a permis de dégager certains des traits de la configuration prise par le nouveau modèle émergent. Cette configuration repose sur la concertation et sur le partenariat, sur une nouvelle économie mixte, voire plurielle, sur une gouvernance faisant appel à la société civile et sur son inscription dans la mondialisation, de pair avec un nationalisme économique. Il est apparu également que cette configuration se trouve présente à la fois sur le terrain de la production de biens, des politiques industrielles, des services collectifs que de la reconfiguration de l'État-Providence. Enfin, comme modèle en émergence, la configuration partenariale est insuffisamment institutionnalisée de sorte, que les retours en arrière ou plus probablement les fuites vers l'avant sont toujours possibles. Mais il existe une autre manière d'entrevoir l'orientation de ce modèle, qui consiste à le modifier d'une manière solidaire, c'est-à-dire en donnant plus de place à la société

civile et au partenariat. Par contre, un modèle solidaire implique une démocratie qui fait place à l'intérêt général et qui suppose qu'une société est également composée de groupes sociaux et d'appartenances collectives diverses. L'absence de prise en considération de cet intérêt général risque de mener à la privatisation de la citoyenneté. Finalement, pour Benoît Lévesque, il est impératif que la société québécoise fasse en sorte que les minorités ethniques puissent faire valoir leur point de vue dans ce débat. Cet enjeu est de première importance en ce début du XXI^e siècle.

- 8 À partir d'un tour d'horizon des écrits de différents auteurs, le texte de Pierre-Paul Proulx montre qu'il existe diverses conceptions du modèle québécois et précise quelles sont les adaptations nécessaires à réaliser dans le contexte économique actuel. De l'idée d'une entité organique à une notion corporatiste, Québec Inc. prend la forme d'un véritable réseau qui serait une sorte de pacte collusif. Pour d'autres, Québec Inc. incarnerait un nationalisme économique ou signifierait en premier lieu la présence française en Amérique du Nord, un modèle d'émancipation d'un peuple francophone et d'entreprises francophones. Le concept chapeauterait plus qu'une classe d'affaires qui s'est constituée depuis 1960, mais un véritable projet de société. Québec Inc. n'est rien d'autre qu'un désir naturel de concertation dans un monde où le regroupement des forces et des intelligences s'impose. Mais pour d'autres, Québec Inc. serait un phénomène temporaire de concertation socio-économico-politique qui a dominé la scène québécoise pendant une dizaine d'années, soit de 1976 à 1984, et qui serait aujourd'hui résolu.
- 9 Comprendre la nature et l'évolution du modèle québécois nécessite de bien connaître certains détails de l'évolution de l'entreprise québécoise francophone. Pour Pierre-Paul Proulx, il est difficile sinon impossible de savoir comment aurait évolué l'économie québécoise sans Québec Inc., mais il indique aussi que sans l'aide de l'État, la nouvelle génération d'entreprises n'aurait pu se constituer. Ainsi, le modèle québécois de développement présenterait des traits distinctifs par rapport à l'ensemble canadien et au contexte nord-américain. Outre les dimensions culturelles et institutionnelles, il est caractérisé par une structure économique originale qui repose sur trois piliers, à savoir des entreprises d'État, des entreprises coopératives et d'économie sociale et une myriade de petites entreprises et quelques grandes entreprises capitalistes contrôlées par les francophones.
- 10 Par la suite, Pierre-Paul Proulx, examine la question de la concertation, qui semble un aspect important qui distingue le modèle québécois. Il mentionne que le sommet de l'économie et de l'emploi de 1996 ne fût pas banal. La volonté d'atteindre un budget gouvernemental équilibré et la mise sur pied d'un chantier sur l'économie sociale sont des résultats qui nous font cheminer dans notre compréhension des avantages et des défis que pose le modèle québécois. Un des défis est de créer et de raffermir les liens avec la « société civile » et de faire face à la polarisation des emplois et des revenus qui se manifeste au Québec, comme dans nombre d'autres pays.
- 11 Le contexte dans lequel nous évoluons ayant continué à changer, il ne faut donc pas se surprendre que des "retouches" soient nécessaires au modèle québécois. Les rôles des acteurs et leurs modes de fonctionnement évoluent et l'harmonisation de ces rôles pour promouvoir le développement économique du Québec représente un défi. C'est ainsi que les collectivités locales et les régions prennent de plus en plus la relève des interventions centralisées de l'État, sans que ce dernier ne se désengage complètement pour autant. Il s'agit de l'une des caractéristiques importantes de la dernière version du

modèle québécois. Selon la conception du modèle pertinent pour le prochain millénaire, l'État et le « territoire » y sont pour beaucoup dans la poursuite de nos objectifs socio-économiques-culturels et politiques. Le « rattrapage du retard du passé », et les contributions du modèle québécois pour asseoir notre identité culturelle et notre différence spécifique sont *des effets positifs indiscutables du modèle*.

- 12 Si l'un des défis à relever dans le contexte de la nouvelle économie de l'information, du savoir et de la haute technologie est celui de renforcer ses avantages comparés, il nous faut garder en tête que le modèle québécois c'est aussi une qualité de vie, un « people environnement », des industries culturelles, sportives, de loisirs et touristiques à saveur particulière. Ces facteurs sont des déterminants importants de notre compétitivité et de notre bien-être de demain. Concilier économie, langue et culture, tenir compte des dimensions économiques et sociales et technologiques constituent des objectifs à poursuivre. La mise en marche d'un modèle québécois renouvelé est un moyen indiqué pour nous aider à poursuivre ces objectifs car il nous permettra de mieux maintenir pour notre gouvernement un rôle de chef d'orchestre auprès d'acteurs des mondes patronal, syndical, coopératif et de la société civile.
- 13 Luc Juillet, Gilles Paquet et Jeffrey Roy, dans leur article, mettent l'accent sur l'avènement de ce nouveau modèle de développement. La réflexion des auteurs s'articule autour du concept de gouvernance, qu'ils définissent « *comme la coordination efficace de l'ensemble des activités d'une entité socio-économico-politique quand les ressources, le pouvoir et l'information sont vastement distribués* ». À travers ce concept, ils identifient les faiblesses de l'étatisme ainsi que l'insuffisance du nationalisme civique comme fondements d'un modèle performant. Les auteurs proposent alors de repenser le modèle québécois de développement par l'entremise d'une stratégie qui construit les communautés et qui pourrait se développer selon deux variables. La première fait référence à la régionalité, c'est-à-dire les relations territoriales de base et les relations de proximité, formes élémentaires d'identité et d'interactions que ces proximités engendrent. La seconde variable est la socialité, qui repose sur un système socio-technique qui constitue une sorte de monde interactif ancré dans des communautés de pratique ou des projets mobilisateurs, et rendus possibles par l'introduction de nouvelles technologies. Le défi consiste donc à trouver un moyen de superposer ces deux logiques. Pour y parvenir, les auteurs, sous la rubrique « e-gouvernance », mettent de l'avant une stratégie de renouvellement qui passe par une socialité-cum-régionalité syncrétique s'appuyant sur un meilleur usage de l'intelligence collective et des cités-régions intelligentes. Dès lors, le nouveau modèle se distingue par le fait que l'objectif commun ne se campe plus derrière un nationalisme civique mais s'oriente davantage vers une logique communautaire dans laquelle s'élabore un ensemble de relations partenariales entre les différents intervenants, devenant ainsi la base d'une stratégie gagnante.
- 14 En conclusion, les auteurs s'avouent toutefois sceptiques quant à l'avènement d'un modèle de développement s'inspirant de leurs idées, au Québec ou ailleurs. Les deux principales raisons évoquées sont d'abord la réticence de l'État à s'engager dans une véritable décentralisation et ensuite, l'absence des modèles de gouvernance et des technologies de collaboration nécessaires afin de rendre opérationnelle une telle démarche. Pour eux, il faudrait donc attendre que l'on puisse repenser le développement économique, social et politique davantage en termes de liberté qu'en termes de sécurité afin que l'on puisse assister à l'émergence d'un nouveau modèle.

- 15 Le dernier texte, celui de Manuel Dusseault explique la position de l'Association des manufacturiers et exportateurs du Québec quant au modèle québécois. Pour l'auteur, le modèle économique québécois n'est pas tout à fait original, ni tout à fait pareil aux autres. Ce modèle libéral et social-démocrate auquel se mélange certaines inspirations corporatistes, comporte trois ingrédients de base, soit le nationalisme, l'équité et la concertation. Le modèle québécois est en évolution, le changement des mentalités et l'éthique constituent deux éléments moteurs de ce renouvellement.
- 16 Trois documents audiovisuels issus des conférences de ce colloque de l'AEP 2000 complètent ce dossier. Jacques Parizeau, ancien premier ministre du Québec, mentionne que la construction du modèle québécois de développement s'est échelonnée sur quarante ans. Il précise pourquoi il devenait impératif pour la société québécoise d'utiliser le seul outil de développement dont elle disposait dans les années 1960, l'État Québécois. À partir de là, « tout était possible », la révolution tranquille en est le départ. Aujourd'hui, avec l'avènement de la nouvelle économie, de la mondialisation et de l'ouverture des frontières, les retombées du travail de l'État deviennent visibles. Par contre, dans ce contexte, une société se définit de plus en plus par sa culture et pour le futur, cette culture devient l'enjeu important. Bien sûr, il y a eu des erreurs, comme celle de donner à l'État un rôle d'entrepreneur plutôt que celui d'accompagnateur ou de partenaire des entreprises dans des projets de développement ou de croissance. Pour Jacques Parizeau, les outils de développement et financier mis en place ont permis la modernisation et le rattrapage du Québec.
- 17 Norbert Rodrigue, président de l'Office des personnes handicapées et ancien président de la Centrale syndicale nationale (CSN), porte un regard sur les quarante dernières années, pendant lesquelles on a assisté à la mise en place des instruments collectifs de développement. Pour lui, les années 1960 voient le recours à l'État pour prendre la responsabilité de la question sociale. Le modèle québécois s'approche de l'idée d'une collectivisation d'un certain nombre d'efforts et de mécanismes contrairement à d'autres sociétés qui se caractérisent plutôt en termes individualistes ou d'intérêts plus privés. Cette solidarité ou ce collectivisme s'est exprimé à partir d'un certain nombre de politiques économiques et sociales. Par contre, lorsque l'on jette un regard sur le Québec, on ne doit pas négliger le rôle important joué par la culture, notamment la langue, pour des fins d'identité et souvent pour des fins de solidarité. La reprise économique que nous connaissons depuis 1985 apporte une réponse partielle à la restructuration financière, économique dans le contexte de la mondialisation. Mais, Norbert Rodrigue souligne l'impératif de se préoccuper de la réponse potentielle que peut porter un modèle québécois différent, spécifique à ce phénomène de la mondialisation. Il est d'avis que si l'on ne renforce pas nos communautés locales, nos territoires régionaux et ce, à plusieurs niveaux, comme celui de la prise de décisions, des orientations économiques, les effets de la mondialisation auront des impacts non désirables pour la société québécoise.
- 18 Finalement, Nancy Neantam, présidente du Chantier de l'économie sociale, ne peut entrevoir de parler d'économie sans parler de social, de culturel ou de politique ; c'est l'interrelation entre toutes ces dimensions qui fait la spécificité d'un modèle, en l'occurrence dans le cas présent, du modèle québécois. Pour elle, la question reste à savoir si nous voulons améliorer le modèle ou le rendre pire qu'il est présentement. Le modèle évolue en faisant plus de place à une économie plurielle qui permet de porter un projet avec une vision et manière différentes pour la création des produits et

services, leur développement et leur échange dans le sens d'un intérêt collectif. Comme il est incertain que l'on puisse maintenir cet interface entre les différentes formes d'économie qui forme ainsi notre spécificité selon elle, trois enjeux doivent susciter notre attention : la nature des politiques économiques, les formes de démocratie et la compréhension du rôle de l'État.

- ¹⁹ Nous vous invitons donc à lire ce dossier et à nous faire part de vos commentaires. Les organisateurs du colloque de l'AEP et éditeurs de ce numéro de la revue tiennent à remercier la Télé-Université et l'Association d'économie politique qui ont financé l'organisation du colloque et sa mise en ligne.
-

NOTES

1. Note : voir la conférence en vidéo dans ce numéro.